



www.snptas-cgt.net

ÉCOLOGIE-TERRITOIRES :

Face à la crise sanitaire, économique, écologique, d'autres choix s'imposent !

COMMUNIQUÉ aux agents des MTES/MCTRCT - La Défense > 9 juillet 2020

Au détour du très médiatisé remaniement ministériel, notamment sur le sujet de l'écologie, le Président de la République et le Premier ministre ont procédé à une redéfinition des contours des ministères en charge des politiques de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Premier constat, le ministère de la transition écologique n'est plus "solidaire" et perd ses compétences "mer". Quel est le message ? Quelle est la cohérence, s'il y en a une ? Second constat, le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales perd sa compétence "logement". Là encore, quelle est la logique ? La ministre de la cohésion des territoires aura donc tout

loisir de se concentrer sur le projet de loi dit "3D" (Décentralisation, Déconcentration, Différentiation), qui poursuit la destruction du rôle de l'État dans la définition et l'exercice des politiques publiques et notamment pour le ministère de l'écologie. Nous atteignons les sommets de la communication mensongère entre les discours et les actes ! Pour rappel, les 5000 suppressions d'emplois au ministère d'ici 2022 sont toujours programmées et elles touchent en particulier les services déconcentrés dont les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL). C'est bien plus qu'un symbole, c'est l'engagement de l'État dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de l'environnement qui disparaît !

...le projet de loi dit "3D" (Décentralisation, Déconcentration, Différentiation), qui, au-delà de signer la destruction du ministère de la transition écologique, achèvera la transformation des territoires en entreprises et gérés comme elles. C'est à terme la perspective d'un pays sous-administré à tous les niveaux, de l'État jusqu'aux communes, livré aux intérêts du capital et soumis aux règles du marché et des profits...

La vérité qui doit investir le débat public est que cette destruction du Ministère de la Transition Écologique, achèvera la transformation des régions, métropoles en territoires-entreprises, gérées comme telles et au seul service des grands groupes. **C'est à terme la perspective d'un pays sous-administré à tous les niveaux, de l'État jusqu'aux**

communes, livré aux intérêts du capital et soumis aux règles du marché et des profits.

Le message envoyé aux lobbys du BTP, de l'énergie et de l'industrie est clair : dormez tranquilles, nous préparons le terrain de jeu du capitalisme habillé en vert. En plus, nous nous chargeons de la communication. Champagne !



'est pourtant tout le contraire dont nous avons besoin !

Il est grand temps face au changement climatique et à la perte croissante de biodiversité, face à la mise en danger des populations et en particulier des plus fragiles, **que de nouveaux moyens soient attribués aux services publics pour conduire les politiques ambitieuses** qu'ils sont chargés d'impulser et de mettre en œuvre.

Une politique qui soit homogène au niveau national mais en prenant en compte les spécificités et non les corporatismes. Ce n'est plus une option, c'est une urgence

Reconstruire un Etat démocratique, de progrès social et environnemental :

La CGT se prononce pour la reconstruction de grands services techniques de l'État, déconcentrés sur le territoire et mis à disposition des collectivités locales. Des services qui travaillent en coopération avec leurs propres services et non en concurrence. Des services déclinant les politiques publiques **au plus près des citoyens par leur participation démocratique** (Syndicats, Associations d'usagers, collectivités locales...).

C'est la condition pour retrouver un aménagement du territoire qui ne soit pas sous l'emprise des intérêts privés mais au service de l'intérêt général, du progrès pour tous et de la protection de l'environnement. Une politique qui soit homogène au niveau national mais en prenant en compte les spécificités et non les corporatismes. **Ce n'est plus une option, c'est une urgence.**



our ce faire, il est indispensable de renforcer les ministères concernés (transition écologique, agriculture, mer, logement, transports, cohésion des territoires), de respecter les agents chargés d'appliquer les politiques environnementales en revalorisant leurs salaires de base, de répondre aux enjeux environnementaux et sociaux en leur redonnant toutes leurs capacités techniques et leurs compétences en matière de contrôle et de soutien aux collectivités. **Des services techniques de ces ministères, territorialisés, au plus près des usagers et des collectivités.**

C'est à partir de ces objectifs essentiels pour notre avenir que la CGT du ministère de la transition écologique dit STOP et revendique :

Le SNPTAS-CGT appelle les agents de nos ministères à prendre toute leur part dans la mobilisation des salariés avec les syndicats. Ça commence dès le 14 juillet dans les rassemblements et manifestations organisés près de chez vous !

- le renforcement de notre ministère et la création de 20 000 postes en urgence,
- un investissement public de 50 milliards d'euros par an pour une vraie transformation économique, écologique et créatrice d'emplois,
- une politique ambitieuse de connaissance, de protection et de restauration des milieux et du patrimoine naturels et de la biodiversité,
- de protéger la qualité de la ressource en eau et veiller au partage de ses utilisations,
- de lutter efficacement contre l'étalement urbain,
- de planifier le développement du fret ferroviaire et fluvial ainsi que des transports en commun, et se doter d'une politique volontariste pour développer l'usage du vélo dans les déplacements au quotidien,
- de mener un plan massif d'isolation des bâtiments, et d'économies d'énergies,
- de planifier une métamorphose des productions relocalisées qui répondent aux besoins des populations, avec la création de nouvelles filières génératrices d'emplois,
- de développer la recherche publique et les programmes éducatifs environnementaux...

Seule la mobilisation des salariés avec les syndicats, partout dans nos services mais également, dans toutes les branches d'activité, seule la mobilisation des peuples du monde entier imposera des mesures radicales indispensables de justice sociale et climatique.

Défendez-vous, rejoignez la CGT

en contactant localement un représentant

BULLETIN D'ADHESION

à remettre à un militant CGT de votre Service ou Établissement

Nom : Prénom : Indice :

Service, Établissement : Adresse :

.....

Signature

NOTA BENE : dorénavant les cotisations ouvrent droit à un CREDIT D'IMPÔT (66 %)

Je souhaite adhérer à la CGT

ou adhérez en ligne : <http://www.snptas-cgt.net>

(votre demande sera transmise au syndicat CGT dont vous dépendez)